

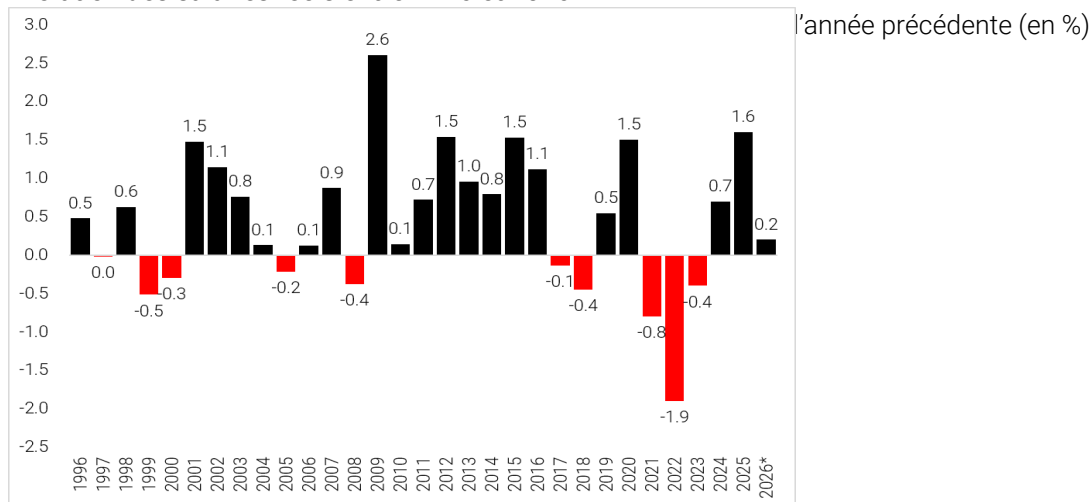
Une hausse salariale de 2 % en 2027 et plus de marge de manœuvre budgétaire pour les personnes à revenu moyen

Intervention de Thomas Bauer, responsable de la politique économique de Travail.Suisse

Ces dernières années, les salarié·e·s en Suisse ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. Cela fait dix ans que les salaires réels stagnent. Pendant ce temps le coût de la vie, tiré par les primes d'assurance-maladie, a augmenté plus fortement que ne le laisse supposer l'indice des prix à la consommation. En conséquence, la situation financière des ménages n'a cessé de se dégrader. Cette année comme l'année prochaine, les prix de l'énergie, des carburants et des denrées alimentaires ainsi que les primes d'assurance-maladie risquent à nouveau de grimper en flèche. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, exige par conséquent des augmentations salariales générales de 2 % pour 2027. De plus, il faut redonner du pouvoir d'achat notamment aux personnes à revenu bas ou moyen. Or une croissance salariale durable s'avère indispensable pour y parvenir.

Les salaires réels stagnent depuis dix ans. Cette année, ils affichent pratiquement le même niveau qu'en 2017 et sont inférieurs à ceux de 2020. La forte hausse des salaires réels en 2025, applaudie par l'Union patronale, n'aura été qu'un feu de paille¹. Cette année déjà, Travail.Suisse ne prévoit qu'une augmentation insignifiante de 0,2 % des salaires réels.

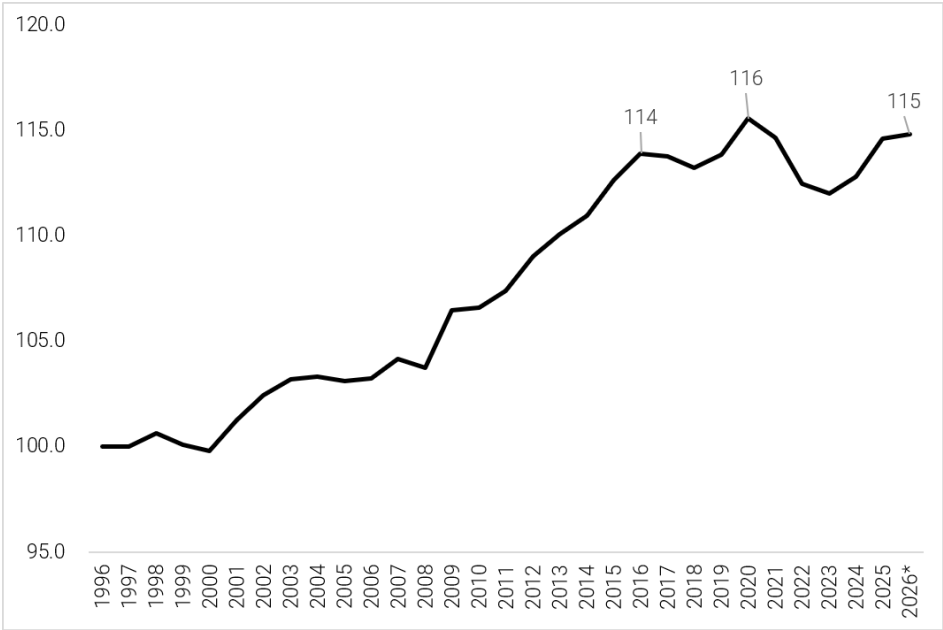
Évolution des salaires réels entre 1996 et 2026



¹ <https://www.arbeitgeber.ch/fr/leconomie-en-clair/salaires-suissees-plus-eleves-plus-dynamiques-et-plus-justes-quon-ne-laffirme-souvent/>

Évolution des salaires réels entre 1996 et 2026

Office fédéral de la statistique, 1996-2026, indice (1996=100)



Le coût de la vie augmente plus vite que le taux d'inflation

Les salaires réels ne donnent qu'un aperçu partiel de la réalité des travailleurs et travailleuses. Car au problème des salaires réels pour ainsi dire stagnants vient s'ajouter celui de la forte hausse des primes d'assurance-maladie, qui ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'inflation.

Entre 2023 et 2026, la baisse des revenus due à l'envol des primes d'assurance-maladie peut être chiffrée à 1,3% pour une personne seule disposant d'un revenu moyen. Les coûts de santé à sa charge ont ainsi renchéri de 1160 francs par an. Pour une famille avec deux enfants, la baisse de revenu atteint même 2 %, soit une perte financière annuelle d'environ 2700 francs pour un ménage à revenu moyen.

Si outre le renchérissement des primes d'assurance-maladie, on tient compte de l'inflation compensée, on voit que le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses réalisant un revenu moyen a subi depuis 2022 jusqu'en fin d'année 2026 une baisse comprise entre 1,1 et 1,9 %. Seules les années 2024 et 2025 ont vu le coût de la vie progresser moins vite que les salaires.

Personne seule : réduction en pourcent du revenu due à l'inflation et aux primes d'assurance-maladie obligatoire, déduction faite des augmentations de salaire

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2022-2026
Primes d'assurance-maladie	0,00	-0,29	-0,45	-0,36	-0,25	-1,3
Inflation	-2,8	-2,1	-1,1	-0,2	-0,8	-7,0
Croissance salariale	0,9	1,7	1,8	1,8	1	7.2
Total	-1,90	-0,69	0,25	1,24	-0,05	-1,1

Familles : réduction du revenu due à l'inflation et aux primes d'assurance-maladie obligatoire, déduction faite des augmentations de salaire

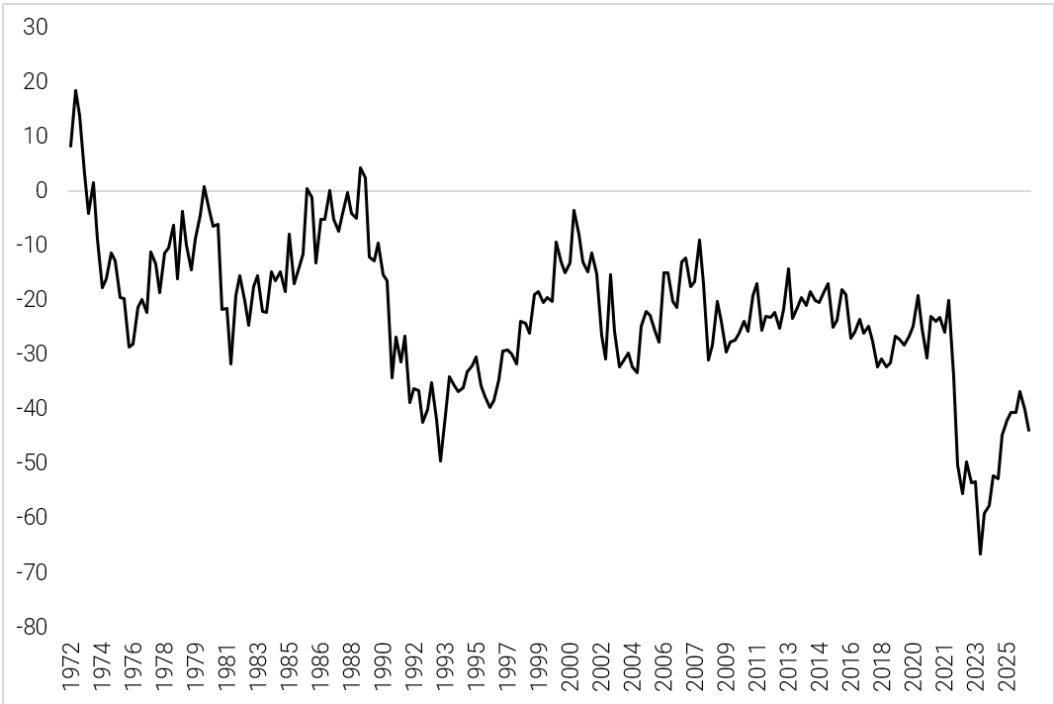
Année	2022	2023	2024	2025	2026	2022-2026
Primes d'assurance-maladie	0,0	-0,4	-0,7	-0,5	-0,4	-2,1
Inflation	-2,8	-2,1	-1,1	-0,2	-0,8	-7,0
Croissance salariale	0,9	1,7	1,8	1,8	1,0	7,2
Total	-1,9	-0,8	0,0	1,1	-0,2	-1,9

En s'amenuisant, la marge de manœuvre budgétaire freine la consommation et s'avère problématique pour un nombre croissant de personnes

La situation financière de bien des salarié-e-s n'a cessé de se détériorer, sous l'effet conjugué de la hausse du coût de la vie et de la stagnation des salaires réels. C'est ce qui ressort notamment des enquêtes consacrées par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) à la situation financière des travailleurs et travailleuses. Malgré l'embellie de 2024 et 2025, elle reste presque aussi mauvaise qu'au milieu des années 1990, où la Suisse souffrait d'une grave crise économique marquée par un taux de chômage élevé. Autrement dit, la situation financière des ménages reflète directement les pertes dues à l'inflation et à la hausse des primes d'assurance-maladie dont il a été question plus haut.

Climat de consommation – situation financière passée

Secrétariat d'État à l'économie (SECO), 4^e trimestre 1972 au 3^e trimestre 2026



Les répercussions de cette situation financière dégradée se font toujours plus sentir : un nombre croissant de travailleurs et travailleuses remettent à plus tard leurs gros achats, se privent de loisirs payants réguliers ou accumulent les retards de paiement (voir document d'analyse des revendications salariales pour 2027).

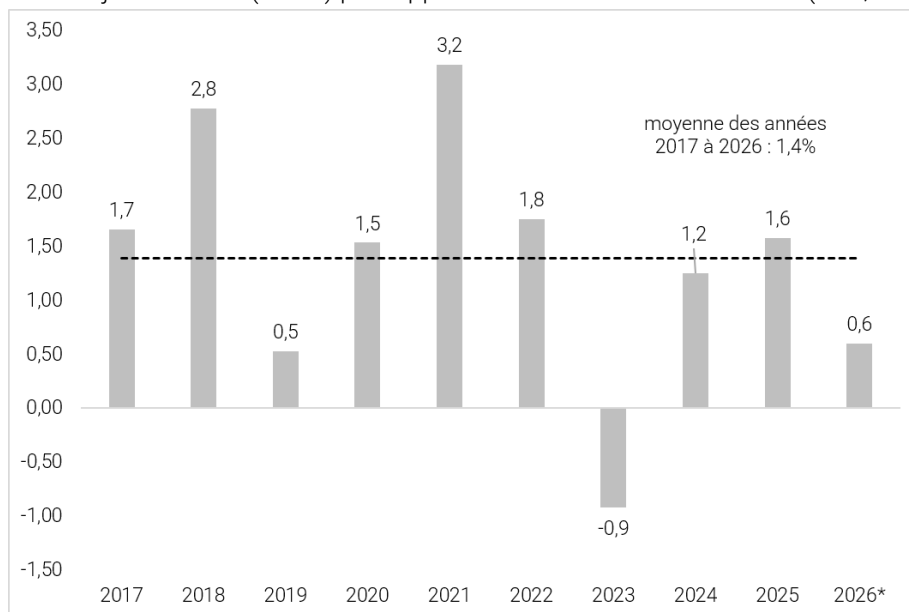
Qu'en est-il du pouvoir d'achat ? Tout le monde va-t-il devoir se serrer la ceinture ?

Les gains de productivité de l'économie suisse sont considérables

En réalité, très peu d'arguments plaident pour une cure d'austérité. En Suisse, les entreprises gagnent toujours plus d'argent par heure travaillée. La productivité affiche dès lors une croissance soutenue et même plus forte qu'au cours des années ayant suivi la crise financière. Sur la période 2017-2026, la croissance annuelle de la productivité devrait atteindre le niveau réjouissant de 1,4 %.

Croissance de la productivité entre 2017 et 2026

Valeur ajoutée réelle (SECO) par rapport au volume effectif du travail (OFS, SVOLTA), croissance en %



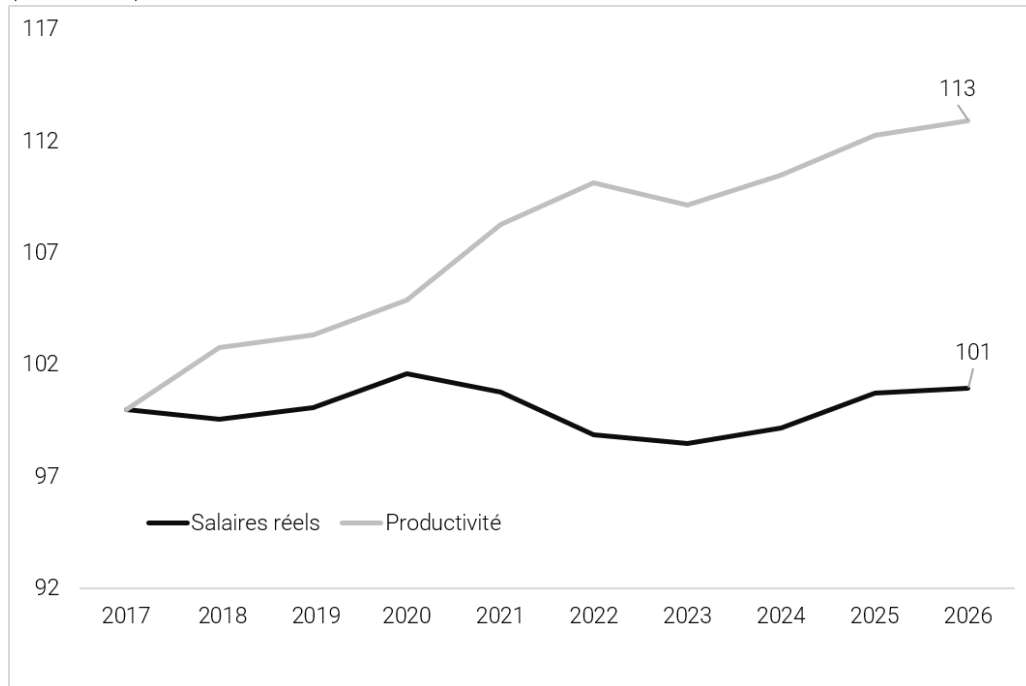
* Pour l'année 2026, les calculs du présent tableau reposent sur les prévisions très prudentes de l'institut KOF en matière d'évolution de la productivité horaire du travail².

² KOF Institut (2026): «KOF Konjunkturbericht: - Erdölpreisschock bremst Schweizer Wirtschaft», Zurich, été 2026.

Dans sa prise de position sur les salaires, l'Union patronale a rappelé que les salaires réels doivent suivre le rythme de la productivité à moyen et à long terme, ajoutant que si la croissance des salaires réels dépassait systématiquement celle de la productivité, le compte n'y serait pas pour les employeurs³. Or la tendance des dix dernières années est exactement inverse. Les salaires réels stagnent, tandis que la productivité est en hausse. Autrement dit, ce sont les *travailleurs et travailleuses* qui font les frais de la trajectoire divergente des salaires réels et de la productivité.

Évolution de la productivité et des salaires réels entre 2017 et 2026

Valeur ajoutée réelle (SECO) par rapport au volume de travail effectif (OFS, SVOLTA), 2010-2026, indice (2017=100)



Salaires réels en 2026 : UBS Outlook Suisse 2026 (salaires nominaux : +1 %), prévisions d'inflation (0,8 %) ; productivité en 2026 : prévisions de l'Institut KOF⁴

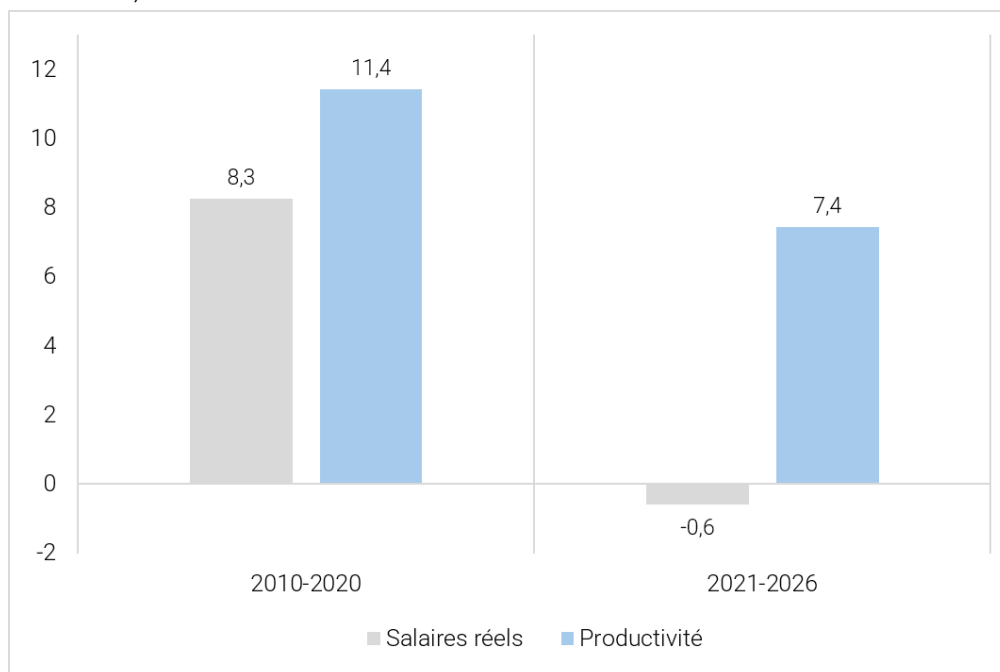
³ Union patronale suisse (2024) : « Hausse des salaires effectifs malgré une conjoncture en demi-teinte », URL : https://files.arbeitgeber.ch/production/uploads/2024/07/20240730_Lohnpapier_fr.pdf

⁴ KOF Institut (2026) : «KOF Konjunkturbericht: - Erdölpreisschock bremst Schweizer Wirtschaft», Zurich, été 2026.

Alors qu'entre 2010 et 2020, les salaires réels avaient plus ou moins suivi l'évolution de la productivité, ce n'est plus le cas depuis 2021, où l'on observe un décrochage des salaires réels par rapport à la productivité.

Évolution de la productivité et des salaires réels entre 2010 et 2020, puis entre 2021 et 2026

Valeur ajoutée réelle (SECO) par rapport au volume de travail effectif (OFS, SVOLTA), salaires réels (OFS), 2010-2026, variation en %



Salaires réels en 2026 : UBS Outlook Suisse 2026 (salaires nominaux : +1 %), prévisions d'inflation (0,8 %) ; productivité en 2026 : prévisions de l'Institut KOF⁵

À qui profite cet argent ? Pas aux travailleurs et travailleuses

Une augmentation de productivité va de pair avec des gains plus élevés par heure travaillée. Or où vont ces revenus supplémentaires ? Comme le montre clairement la stagnation généralisée des salaires réels au cours des dix dernières années, les gains de productivité n'ont pas profité aux travailleurs et travailleuses.

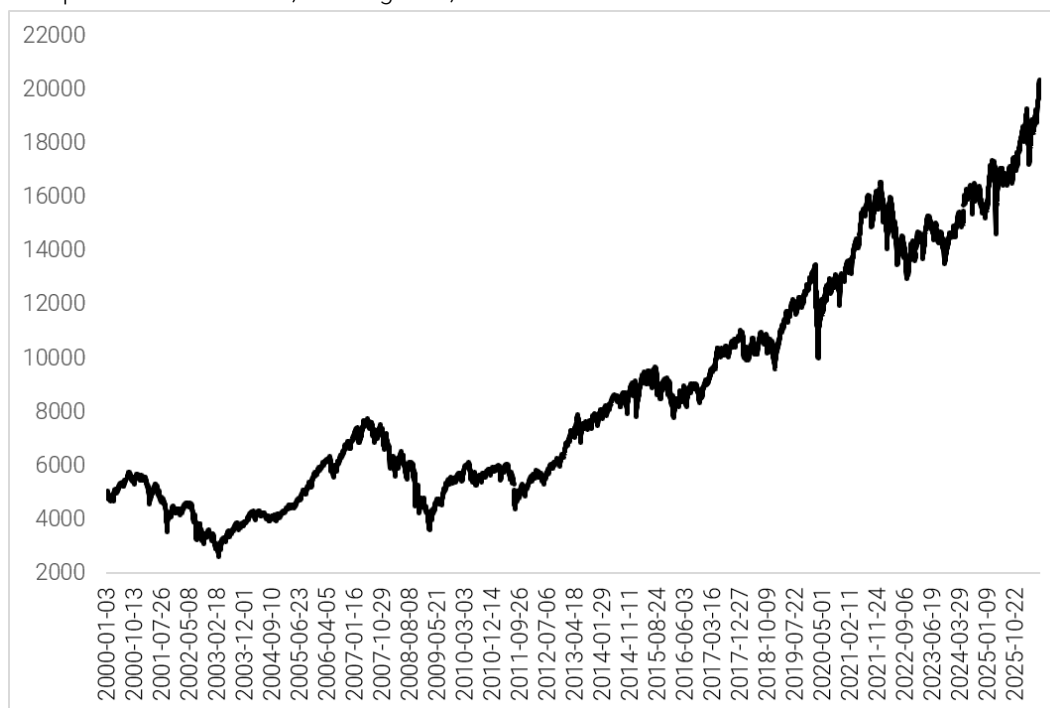
À qui profitent donc ces gains ? On entend souvent dire que la part des salaires dans le PIB est stable en Suisse. Or tout porte à croire que les revenus du capital, issus par exemple d'actions ou d'un patrimoine immobilier, ont fortement augmenté, portés par les entreprises helvétiques. Le Swiss Performance Index, principal indice boursier du pays, a connu une croissance soutenue ces dix dernières années. Une telle progression, tant en ampleur que sur la durée, n'aurait guère été possible sans rendements accrus du côté des actions ou des fonds immobiliers.

C'est précisément ce qui ressort de l'enquête sur le budget des ménages de l'Office fédéral de la statistique : les revenus tirés des placements financiers et immobiliers ont nettement augmenté ces dernières années, profitant avant tout aux personnes déjà aisées et fortunées. En outre, la part revenant aux salaires dans la valeur ajoutée totale a eu tendance à diminuer ces dix dernières années (voir document de base).

⁵ KOF Institut (2026): «KOF Konjunkturbericht: - Erdölpreisschock bremst Schweizer Wirtschaft», Zurich, été 2026.

Swiss Performance Index (SPI), janvier 2000 à juillet 2026

Banque nationale suisse, indice global, indice



Tous ces éléments montrent qu'en Suisse, l'économie récompense toujours plus les personnes qui ne contribuent pas aux gains de productivité et voient néanmoins leurs revenus augmenter, grâce à leurs gros portefeuilles d'actions ou de biens immobiliers. Et c'est bien là le problème.

Car la valeur ajoutée repose sur le travail. Et si la valeur ajoutée par heure de travail augmente, elle doit aussi bénéficier à celles et ceux l'ayant générée. Or ces dix dernières années, les personnes ayant des salaires plutôt bas ou moyens ont été particulièrement mal loties. Quelle que soit la période analysée, leurs salaires n'ont pratiquement pas décollé (voir document d'analyse des revendications salariales). L'attaque anticonstitutionnelle menée par la majorité parlementaire contre les salaires minimums légaux – et donc contre les salaires les plus bas et les moins bien protégés – montre clairement que le problème, ce n'est pas que le travail soit récompensé, mais que certains patrons et actionnaires n'en ont jamais assez.

Revendication salariale pour 2027 – préserver le pouvoir d'achat et faire participer équitablement les travailleurs et travailleuses aux gains de productivité

Dans quelle mesure faut-il que les salaires augmentent l'année prochaine ? Les revendications salariales émises chaque année par Travail.Suisse et ses fédérations ne sortent pas de nulle part. Elles s'articulent autour de la compensation de l'inflation et d'une participation aux gains de productivité, afin de garantir tant la préservation du pouvoir d'achat que la redistribution des hausses de bénéfices réalisées.

En 2027, le coût de la vie risque à nouveau de grimper fortement, principalement pour les raisons suivantes :

- hausse des prix de l'énergie et des carburants, due entre autres à la guerre en Iran ;
- renchérissement des denrées alimentaires, sous l'effet notamment des hausses de prix des carburants et des engrais, ainsi que des pertes de récoltes dues à la sécheresse ;
- hausse continue des loyers ;
- augmentation des primes d'assurance-maladie.

Travail.Suisse s'attend pour ces diverses raisons à un taux d'inflation de 0,8 % en 2027.

Outre la pleine compensation de la hausse des prix à la consommation, Travail.Suisse revendique une participation équitable des travailleurs et travailleuses aux gains de productivité. Sur la base de la moyenne à long terme, Travail.Suisse s'attend pour 2027 à une croissance de la productivité d'un peu plus de 1 %. La participation exigée des salarié·e·s aux gains de productivité n'est pas qu'une question de répartition des richesses créées, elle s'impose aussi car le coût de la vie va repartir à la hausse, sous l'effet notamment de l'augmentation continue des primes d'assurance-maladie.

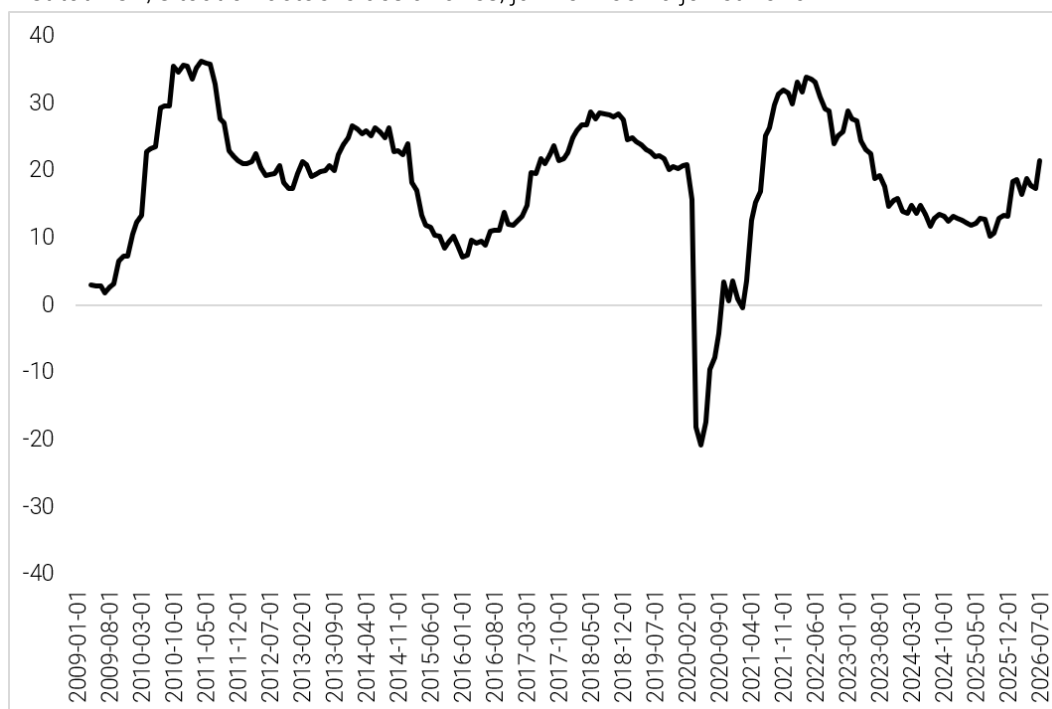
Pour l'année à venir, Travail.Suisse revendique donc une augmentation salariale moyenne de 2 % pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

La conjoncture repart – l'heure est au rattrapage salarial

Malgré le climat d'incertitude, les indicateurs conjoncturels montrent que l'activité économique bénéficie d'un coup d'accélérateur. Du bâtiment au secteur des services en passant par l'industrie, la plupart des entreprises font état d'une nette amélioration de la marche de leurs affaires.

Indicateur de la situation des affaires dans tous les secteurs économiques

Institut KOF, situation actuelle des affaires, janvier 2009 à juillet 2026



La précédente embellie économique n'avait pas empêché les travailleurs et travailleuses de se retrouver plus pauvres qu'avant. Une hausse durable des salaires est donc plus que jamais nécessaire, après tant d'années d'efforts sans avoir reçu une juste part des fruits de la croissance.

Mes deux collègues des syndicats Syna et transfair vous expliqueront plus en détail les revendications salariales et leurs justifications, secteur par secteur.